



Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Aménagement durable - Commune de Montpellier - Convention pré-opérationnelle entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Établissement Public Foncier (EPF) Occitanie - Pôle de l'Alimentation Méditerranéenne Durable - Avenant n° 1 - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole conduit et anime une politique volontariste en matière de transition agro-écologique et d'alimentation durable en lien étroit avec l'ensemble des acteurs du territoire. Depuis octobre 2017, elle bénéficie de la reconnaissance ministérielle en tant que Projet Alimentaire Territorial (PAT). Dans ce contexte, la Ville de Montpellier a lancé en priorité le grand chantier de rénovation de la restauration scolaire à Montpellier, par délibération du 30 juillet 2020, dans un objectif de politique alimentaire durable, respectueuse de l'environnement et de la santé des enfants, tout en poursuivant les enjeux de circuits courts, de réduction du gaspillage alimentaire, de réduction des déchets, de lutte contre la précarité alimentaire et d'éducation des jeunes générations.

Cette politique agro-écologique et alimentaire engage pleinement le Marché d'Intérêt National (MIN) de Montpellier Méditerranée Métropole comme un outil stratégique et opérationnel de sa mise en œuvre. Le MIN est un lieu clé de massification et de transformation des produits alimentaires. Cet outil joue un rôle structurant pour le territoire, et plus largement à l'échelle du pôle métropolitain.

Outre son ancrage dans la politique agro-écologique et alimentaire, le MIN se situe à la convergence de plusieurs autres politiques publiques clés : politiques de développement économique, d'aménagement et de développement durables du territoire, des mobilités, de logistique urbaine, ou de dynamisation commerciale. Il constitue ainsi un levier important pour la mise en œuvre d'une action publique volontariste de développement durable de la Métropole, sur les plans économiques, environnementaux, sanitaires, sociaux et sociétaux.

Afin de renforcer le MIN et engager son évolution vers la création d'un « *Pôle de l'Alimentation Méditerranéenne Durable* », l'élaboration d'un schéma directeur du MIN de Montpellier Méditerranée Métropole a été initiée.

Cependant, la question foncière est majeure. Le MIN est situé dans un quartier en plein renouvellement urbain, inscrit dans la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) « *La Restanque* » de compétence communale. Cette opération engage les évolutions du secteur vers une mixité plus forte entre l'économie et l'habitat, d'autant plus nécessaire aux abords immédiats du cœur de Ville, centre de la Métropole. Il est à noter que la modification n°12 du PLU de la Ville de Montpellier a fait évoluer le sous-secteur du MIN pour le conforter exclusivement dans sa vocation au titre du développement de l'activité économique et notamment permettre la création de la cité de l'alimentation à proximité.

Afin de porter les assiettes foncières, Montpellier Méditerranée Métropole a signé une convention pré-opérationnelle avec l'Etablissement Public Foncier d'Occitanie (EPFO) le 30 décembre 2019, portant sur le Pôle de l'Alimentation Méditerranéenne Durable. Dans le cadre de cette convention, l'EPF Occitanie s'est porté acquéreur des parcelles cadastrées section OL n° 32-34-73, à la suite des discussions menées par la Métropole avec les propriétaires. La convention prévoit un rachat des fonciers acquis par la Métropole ou tout opérateur qu'elle aura désigné.

En l'occurrence, la Ville de Montpellier envisage la réalisation de la Cité de l'Alimentation sur un terrain jouxtant le MIN, afin de répondre aux objectifs déclinés.

Il convient dès lors d'envisager la cession par l'EPF Occitanie directement à la Ville de la parcelle OL 34 pour la construction de cet équipement.

A cet effet, l'EPF estime nécessaire de compléter la convention initiale par la signature d'un avenant n°1, pour permettre la cession directe à la Ville et autoriser un paiement du prix de l'acquisition échelonné sur trois exercices budgétaires.

Le prix est calculé, conformément à la convention initiale, selon la méthode d'un prix de revient, estimé à 3 466 877,20 €. Le prix de vente dépendant des frais supportés par l'EPF sera définitivement arrêté au jour de la signature de l'acte authentique à intervenir.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de l'avenant n°1 entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Etablissement Public Foncier Occitanie et permettre le rachat par la Ville de Montpellier, des fonciers nécessaires à la réalisation de la cité de l'alimentation, selon un paiement échelonné, validé par les parties ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant n°1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 6 voix

M. Christian ASSAF, M. Christophe BOURDIN, Mme Stéphanie JANNIN, Mme Marie MASSART, M. Manu REYNAUD, Mme Isabelle TOUZARD.

Fait à Montpellier, le 14/06/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 juin 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220531-191776-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/06/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- avenant n1 Montpellier MIN _ V3 _ 18.05.22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.